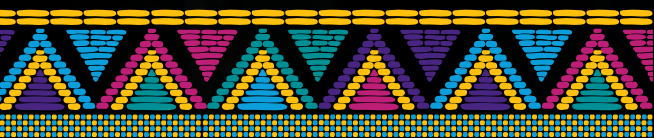




NATIONS UNIES
DJIBOUTI



NATIONS UNIES À

DJIBOUTI

RAPPORT ANNUEL 2021





NATIONS UNIES
DJIBOUTI



NATIONS UNIES À

DJIBOUTI

RAPPORT ANNUEL 2021

TABLE DES MATIÈRES

Avant-Propos	6
Présence des Nations Unies à Djibouti	8
I. Principales tendances de développement	10
II. Résultats majeurs du Système des Nations Unies en 2021	14
2.1 Education et Employabilité	16
2.2 Santé, Nutrition, Eau et Assainissement	20
2.3 Protection sociale et Gouvernance	24
2.4 Résilience et Développement Régional	30
III. Travail conjoint des agences en appui aux ODD	34
IV. Aperçu Financier	36
V. Activités clés des Nations Unies prévues en 2022	40
Acronymes	42



AVANT-PROPOS

Le présent rapport se veut une vue d'ensemble des différentes actions accomplies par les Nations Unies à Djibouti en 2021 en soutien aux priorités nationales. Il s'inscrit dans l'esprit de la réforme du système de développement qui a mis l'identité collective des Nations Unies au centre des efforts, avec le renforcement du rôle du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies (SNU), en tant que représentant du Secrétaire Général des Nations Unies dans le pays, assurant ainsi une meilleure synergie et plus d'efficacité dans son ensemble. Notre mission est guidée par les objectifs et principes énoncés par sa Charte fondatrice, et elle cible l'accélération du développement durable afin que toutes et tous, nous puissions jouir d'un monde plus équitable, plus sûr, plus durable et prospère.

L'année 2021 a été marquée par l'impact de la persistance de la pandémie Covid-19 et de la crise en Ethiopie sur les activités économiques à Djibouti. Ce contexte a également eu des conséquences sur les activités du SNU, avec un accent particulier sur la réponse socio-économique en faveur des personnes les plus touchées. L'année 2021 s'est caractérisée aussi par le Sommet Mondial des Nations Unies sur les Systèmes Alimentaires durables et la COP 26 qui ont montré la résonance disproportionnée de la forte pression climatique sur l'écosystème, déjà fragilisé, d'un pays aride comme Djibouti.

En février 2021, la République de Djibouti a été pour la première fois qualifiée pour sortir de la catégorie des pays les moins avancés dans la revue trisannuelle du Comité des Politiques de Développement, organe subsidiaire de l'ECOSOC, le Conseil Economique et Social de l'ONU. Cette

promotion vers la catégorie des pays à revenu intermédiaire qui doit d'abord être confirmée dans la prochaine revue, est une reconnaissance importante des progrès socio-économiques du pays accordée au niveau de l'ONU.

La finalisation du Plan National de Développement, Djibouti ICI « Inclusion, Connectivité et Institutions » a impulsé l'extension du Cadre de Coopération entre le SNU et Djibouti jusqu'en 2024, pour l'aligner avec les priorités qui en découlent. S'appuyant sur un processus consultatif auprès des partenaires et bénéficiaires, l'équipe onusienne de Djibouti a élaboré son analyse commune approfondie des défis de développement durable, par le prisme de l'Agenda 2030 et ses 17 Objectifs de Développement Durable (ODD). Celle-ci met les personnes laissées pour compte au cœur de l'action et par conséquent, la réponse commune des Nations Unies en 2022-2024 se concentrera davantage sur les personnes qui ont plus de difficultés à accéder aux services sociaux et à l'emploi, ou qui ont besoin d'une protection particulière.

Par ailleurs, la famille des Nations Unies est fière d'avoir été sollicitée comme partenaire privilégié et de confiance, afin d'accompagner Djibouti dans la présentation des résultats de son premier Examen National Volontaire sur l'état d'avancement des ODD, qui se fera à la mi-2022.

La présentation de ce rapport me donne l'occasion de réitérer mes plus vifs et sincères remerciements à l'ensemble de nos partenaires techniques et financiers, qui ont rendu possibles ces réalisations, en renouvelant leur forte collaboration et leur confiance aux Nations Unies dans sa quête de concrétisation d'un monde meilleur.



Eric Overvest
Coordonnateur résident a.i. des Nations Unies à Djibouti



PRÉSENCE DES NATIONS UNIES À DJIBOUTI

L'équipe des Nations Unies à Djibouti s'engage à appuyer les priorités du gouvernement djiboutien, en particulier les personnes laissées de côté, en appui à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable à l'horizon 2030.

Neuf agences résidentes ont un bureau de représentation à Djibouti : FAO, FNUAP, HCR, OIM, OMS, ONUSIDA, PAM, PNUD et UNICEF. Cinq agences ont une présence de projet ou d'expert international à Djibouti : BIT, CNUCED, FENU, ONUDC et UNOPS. Onze agences non-résidentes fournissent leur appui à travers des missions d'expertise : AIEA, BHCDH, CEA, FIDA, UN-Habitat, OACI, OMI, ONUDI, PNUE, UNDRR et UNESCO.

Le Programme des Nations Unies pour le Volontariat (VNU) appuie avec 33 volontaires des Nations Unies dans le domaine humanitaire, éducatif, économique et de la santé, auprès de sept entités du SNU. Le programme VNU est considéré comme une ressource à Djibouti pour accroître l'inclusion des jeunes dans la programmation des Nations Unies, et il a créé une base de talents importante à Djibouti, y compris des personnes handicapées, couvrant 16 domaines d'expertise.

La présence des Nations Unies à Djibouti comprend également une forte composante régionale en appui aux différentes opérations humanitaires et politiques menées dans la Corne d'Afrique ou sur les rives de la mer Rouge. Dans ce contexte, un bureau d'appui logistique et médical sous la responsabilité de l'Envoyé spécial des Nations Unies pour le Yémen et son équipe a été installé à Djibouti. Le pays accueille également la base logistique humanitaire du Programme Alimentaire Mondial qui fournit une assistance alimentaire à Djibouti et aux pays de la région. De plus, elle est utilisée comme plateforme logistique pour les autres agences onusiennes en stockant et en facilitant le transport des articles non alimentaires.

Enfin, l'équipe du Mécanisme de Vérification et d'Inspection des Nations Unies du transport maritime (UNVIM) vers le Yémen est établie à Djibouti.

Les Nations Unies ont une présence importante d'environ 480 personnes dans le pays, dont la majorité est de nationalité djiboutienne, basée à Djibouti Ville, et une cinquantaine de personnel onusien basée dans les quatre bureaux de terrain : Obock, Tadjourah, Ali Sabieh et Dikhil. Le Coordonnateur Résident des Nations Unies joue le rôle de chef d'équipe des agences opérant dans le pays, appuyé par son bureau et rattaché au Secrétariat.

Mécanisme de vérification et d'inspection des navires

En 2021, l'équipe UNVIM a continué pour la sixième année consécutive à faciliter l'accès aux denrées commerciales essentielles pour la population du Yémen. Ces activités, en partenariat avec les autorités djiboutiennes, se sont déroulées dans les différents ports de Djibouti incluant l'inspection de navires transportant de la nourriture, du carburant et des marchandises containérisées, incluant du matériel médical nécessaire pour la réponse à la Covid-19. Pendant l'année 2021, l'équipe d'experts UNVIM a déchargé un total de 179 navires à destination des ports de Hodeidah et Saleef, avec un total de plus de 4,2 millions de tonnes de marchandises, dont plus de 3,7 millions de tonnes de nourriture ; plus de 535 000 tonnes de carburant et 473 tonnes d'autres marchandises dont du matériel médical. Le mécanisme continue à vouloir augmenter les flux commerciaux pour assister la population yéménite.







I. PRINCIPALES TENDANCES DE DÉVELOPPEMENT

Sur le plan politique, l'année 2021 a été caractérisée par les élections présidentielles tenues en avril et qui ont donné un nouveau mandat au Président Ismail Omar Guelleh, à la tête du pays depuis 1999. Le taux officiel de participation a été annoncé comme plus élevé qu'en 2016 (77 % contre 68 %) avec plus de 97 % des votes exprimés en faveur du Président déjà en poste. Le nouveau gouvernement a été installé fin mai 2021 avec six femmes parmi les 26 ministres, contre trois femmes dans le gouvernement sortant.

L'année 2021 a également vu la finalisation du nouveau plan quinquennal « Djibouti ICI 2020-2024 » (Inclusion, Connectivité et Institutions) qui reconnaît les défis actuels de consolider la forte croissance économique, de renforcer le capital humain du pays ainsi que de raffermir l'intégration des cinq régions internes et des pays voisins au hub logistique-commercial de Djibouti Ville. Ce nouveau Plan National de Développement « Djibouti ICI » a été adopté en Conseil des Ministres fin 2021.

Pôle de stabilité dans la Corne de l'Afrique, Djibouti a subi les conséquences des conflits dans la région au cours de l'année 2021, en particulier chez le grand voisin de l'Éthiopie. Selon les estimations du gouvernement, les activités portuaires ont régressé d'environ 20 %, ce qui a eu un impact sur la croissance économique et les recettes fiscales. Le conflit en Éthiopie et le contexte global avec la hausse des prix des conteneurs a eu un effet sur l'inflation et le pouvoir d'achat des Djiboutiens, et a eu un impact négatif sur la sécurité alimentaire et la nutrition. L'activation du plan de contingence du gouvernement pour accueillir les réfugiés éthiopiens à Djibouti n'a pas été nécessaire en 2021, mais les turbulences en Éthiopie restent


une source majeure de préoccupation, étant donnée l'étroite interdépendance entre ces deux pays qui partagent des liens socio-culturels ancestraux. Face aux tambours de guerre, Djibouti a poursuivi activement sa diplomatie de paix et de stabilité dans la région.


Sur le plan socio-économique, les vagues successives de la pandémie de la Covid-19 ont impacté les indicateurs socio-économiques, malgré une riposte sanitaire solide, notamment le respect des mesures strictes d'entrée et de sortie du territoire. Le Pacte National de Solidarité, mis en place en 2020, a amorti les effets néfastes sur les populations les plus vulnérables. La crise de la Covid-19 a ralenti les flux des migrants qui embarquent depuis les côtes djiboutiennes vers la péninsule arabique, mais leur nombre est resté important, estimé à environ 137 000 personnes qui ont traversé Djibouti, et 10 500 personnes qui sont retournées sur le continent africain à travers le détroit de Bab el Mandeb en 2021. Le nombre de réfugiés a légèrement augmenté jusqu'à un total de 34 703 personnes à la fin 2021.

Nonobstant ce contexte difficile, la République de Djibouti s'est engagée dans des processus importants illustrant sa volonté de poursuivre l'atteinte des ODD au bénéfice de sa population. Ainsi, la présentation du Rapport national volontaire de Djibouti sur l'état d'avancements des ODD a été confirmée pour juillet 2022. Par ailleurs, la préparation du Recensement Général de la Population (RGPH) a été lancée fin 2021 pour sa réalisation en 2023. Un exercice majeur qui permettra à Djibouti de disposer de données sociodémographiques et économiques mises à jour et désagrégées, informations cruciales pour une planification solide du développement et le suivi des ODD.


STATISTIQUES DE DJIBOUTI

ACCÈS AUX SERVICES (URBAIN/RURAL)


 **71,5 %** de la population urbaine a accès à l'électricité contre **25 %** en milieu rural


 **Une personne sur deux** n'a pas accès à l'eau potable en zone rurale

Source : Données WASH – UNICEF/OMS (2017)

 Plus de **3 djiboutiens sur 4** vivent en ville


ESPÉRANCE DE VIE ET PAUVRETÉ


 Espérance de vie : **66,7 ans** (68,7 pour les femmes et 64,6 pour les hommes)

 **35,8 %** de la population vit au-dessous du seuil national de pauvreté


Source : UN Data (2020)

MORTALITÉ INFANTILE ET MATERNELLE


 **Un enfant sur 17** meurt avant d'avoir 1 an

 **Une femme sur 261** enceintes meurt en tentant d'accoucher


EDUCATION

 **33,4 %** des hommes sont analphabètes, contre **47,1 %** pour les femmes

FEMMES EN POLITIQUE


 **26%** de femmes parmi les députés siègent au Parlement

CHÔMAGE

 **86 %** des jeunes entre 15-24 ans sont au chômage


Source : Annuaire statistiques INSTAD (2021)

MUTILATION GÉNITALE FÉMININE


 **21,2 %** des jeunes filles de la génération 2009-2019 ont subi la MGF contre une prévalence de **94,3 %** pour les femmes nées avant 1994

Source : Enquête Nationale sur MGF (2019)

INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

 **194 000** personnes font face à une situation d'insécurité alimentaire aiguë


Source : Analyse Insécurité Alimentaire - IPC Djibouti (2021)


 **1 enfant sur 5** ayant moins de 5 ans a un retard de croissance, et plus de **2 sur 5** en zone rurale

Source : Enquête SMART (2019)

MIGRATION

 **400 000** migrants ont transité par Djibouti entre 2018-2020 contre **346 000** migrants qui ont traversé la Méditerranée dans la même période

 **137 643** migrants ont transité par Djibouti en 2021 vers le Yémen

 **10 547** migrants de retour du Yémen ont transité par Djibouti en 2021

Source : OIM Djibouti







II. RÉSULTATS MAJEURS DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES EN 2021

La coopération avec le gouvernement de Djibouti a été basée sur l'Agenda 2030 et les 17 ODD qui replacent au cœur de l'action onusienne les personnes laissées de côté. L'impact des interventions des Nations Unies est donc mesuré par les résultats atteints pour des groupes spécifiques de la population qui sont en situation de vulnérabilité, par rapport soit aux inégalités soit à la discrimination. Il s'agit des personnes handicapées, des jeunes et notamment des femmes qui ont structurellement plus de difficultés pour s'intégrer dans la vie économique. Leur taux d'alphabétisation et de scolarisation est généralement moins élevé et elles sont encore l'objet de violences, en particulier la violence domestique et les pratiques néfastes des mutilations génitales féminines (MGF). Mais il s'agit également des personnes en situation d'insécurité alimentaire et de malnutrition chronique qui cause des retards de croissance pour les enfants, les réfugiés qui cherchent la protection ou les migrants en détresse, à la recherche de meilleures opportunités économiques.

Dans ce contexte, l'appui des Nations Unies en 2021 a eu un effet percutant, avec un accent mis sur l'éducation, l'alphabétisation et les formations pour faciliter l'insertion économique, en particulier à destination des femmes, des réfugiés et des jeunes, et de ceux fortement touchés par la crise Covid-19. Les personnes en situation d'insécurité alimentaire et de malnutrition ont été soutenues par l'appui alimentaire direct et par bons d'achat, et des interventions ciblées ont été réalisées pour les migrants en situation de détresse ainsi que pour les 34 703 réfugiés. Afin de renforcer les

capacités institutionnelles, les agences des Nations Unies ont apporté leur appui à la consolidation et digitalisation du système de protection sociale et le renforcement des capacités du ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité. Un effort particulier a été mis sur la formulation et la mise en place d'une stratégie multisectorielle d'appui aux personnes handicapées, dans le domaine social, économique, l'accès à la justice et aux infrastructures publiques et la gouvernance de la question du handicap. Dans cet esprit, les Nations Unies ont assuré un plaidoyer pour la mobilisation des ressources et en faveur d'une approche intersectorielle pour la mise en œuvre de la stratégie nationale du handicap.

Soucieux d'aligner la vision de développement du pays avec les principes des ODD, les Nations Unies ont mobilisé leur expertise interdisciplinaire de haut niveau pour l'élaboration du Plan National de Développement 2020-2024, qui inclut un plan d'action avec des cibles spécifiques pour accélérer la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Le PNUD et la CEA en ont été les partenaires techniques privilégiés tout au long du processus. Le Plan « Djibouti ICI » a finalement été adopté par le Conseil de Ministres à la fin de l'année 2021. Par la suite, les Nations Unies ont appuyé l'identification des projets d'investissements prioritaires, de même que la mobilisation des autorités et des opérateurs économiques pour la mise en œuvre de ces projets. Une estimation des coûts pour atteindre les cibles du Plan de Développement et les ODD ainsi que la mise en place d'un Cadre de Financement National Intégré sont en cours d'élaboration, grâce à un programme conjoint des Nations Unies avec le PNUD, l'UNICEF et le PAM.

2.1 Emploi, éducation et employabilité

Le travail des Nations Unies dans le domaine de l'emploi, l'éducation et l'employabilité a été orienté en soutien aux politiques publiques, au renforcement des capacités et aux expériences ciblées pour les catégories de personnes laissées de côté.

Le BIT a mobilisé son expertise pour soutenir les politiques d'emploi qui permettront une meilleure intégration des demandeurs d'emploi dans l'économie, tandis que l'UNICEF a renforcé le système d'éducation et de formation. De manière concrète, le PAM a initié un programme de formation par la pratique dans la base logistique. Organisé en février 2021 par le Ministère du Travail, avec l'appui des Nations Unies, le premier Forum de l'Emploi de Djibouti avait pour but principal la mise en relation des acteurs du marché de travail, notamment les demandeurs d'emploi et les

potentiels employeurs que sont les entreprises privées, les services publics d'emploi et les structures d'accompagnement à l'insertion professionnelle. Le Forum a été suivi, en décembre 2021, par la présentation du « Pacte de Confiance National pour l'Emploi ». Le Pacte, élaboré avec l'appui des Nations Unies, vise à relever significativement le niveau d'employabilité des jeunes diplômés au travers de stages d'apprentissage, à renforcer la réglementation du marché du travail et à renforcer l'inclusion des personnes vivant avec un handicap ainsi que des réfugiés et migrants. Il comprend plusieurs programmes pour le recrutement, l'apprentissage en milieu de travail, l'aide à l'insertion économique et professionnelle, la régulation du marché du travail et du dialogue social.





Le BIT a également appuyé les normes internationales de travail, de la migration et de la libre circulation de la main d'œuvre dans la région IGAD, à l'illustration de la signature de la Déclaration de Djibouti sur le travail, l'emploi et la migration de la main d'œuvre lors de la première conférence de la sorte réunissant à Djibouti tous les Ministres en charge du travail de la région le 21 octobre 2021. Cet appel vise l'harmonisation du cadre législatif au niveau des pays d'IGAD, le renforcement de la libre circulation de la main d'œuvre entre les pays, la promotion des droits des travailleurs migrants et du dialogue social et l'extension de la protection sociale à tous. La Déclaration de Djibouti a mis en place un comité ministériel de l'IGAD sur le travail, l'emploi et la migration de la main d'œuvre.

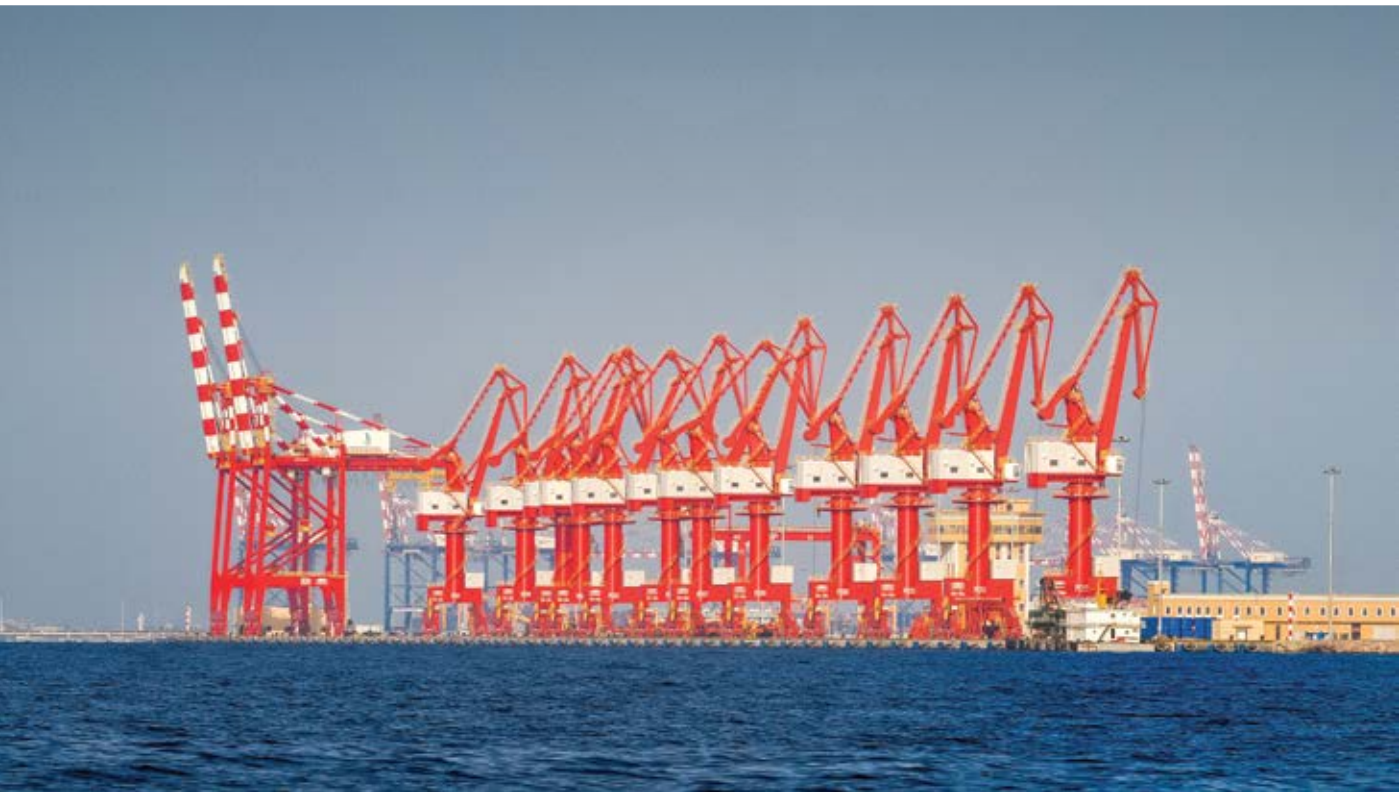
La CEA a réalisé une étude sur le potentiel de croissance et la contribution actuelle de l'économie bleue au PIB du pays. En vue de renforcer l'inclusion financière et l'accès au crédit des populations, le PNUD a appuyé le ministère des Finances et la Banque centrale dans la formulation d'une stratégie d'inclusion financière ainsi que d'une stratégie de financement islamique en partenariat avec la Banque islamique pour le développement. Ceci a permis de renforcer l'arsenal d'outils pour le financement des initiatives porteuses d'emploi déclinées dans le PND.

A Djibouti, les réflexions sur les finalités du système éducatif sont axées sur l'impératif de former un citoyen enraciné dans les différentes dimensions de son identité et ouvert à la diversité culturelle. Avec l'appui de l'UNESCO, y compris la mobilisation de l'expertise technique des institutions spécialisées comme le Bureau International de l'Education et l'Institut International pour le renforcement des capacités des enseignants, le système éducatif djiboutien s'est engagé en 2021 dans une révision des curricula, mais également à la réforme de sa politique nationale enseignante, qui devraient aboutir en 2023. Il s'agit d'un pas important dans l'atteinte de la cible 4.7 des ODD.



Afin d'affiner les politiques publiques en matière d'éducation, l'UNICEF a soutenu l'évaluation de la politique du secteur de l'éducation 2010-2019, la validation de la stratégie de gestion des risques de catastrophes du secteur éducatif et l'élaboration de la note d'orientation du secteur de l'éducation 2021-2035 ainsi que l'élaboration du modèle financier de simulation de l'éducation pour la politique sectorielle 2021-2035.

L'UNICEF a poursuivi son rôle de leadership et de co-convocation du Groupe des partenaires locaux de l'éducation (GPE) où il a réussi à promouvoir le dialogue, le partage d'informations et les échanges sur des sujets tels que la réponse du secteur de l'éducation à la Covid-19, la nouvelle politique éducative, la coordination sectorielle et la collaboration avec le GPE.



Les 143 772 enfants inscrits à l'école primaire, intermédiaire et secondaire ont pu aller à l'école lors de leur réouverture en septembre 2021. L'UNICEF a appuyé les centres d'éducation non-formelle et les programmes d'apprentissage accéléré (en anglais – LEC) qui ont accueilli 731 enfants et dont 93 % des apprenants de dernière année du LEC (dont 41 % filles) ont été intégrés avec succès dans des écoles publiques formelles.

A travers le programme conjoint sur l'autonomisation de la femme, le PNUD et le FNUAP ont appuyé l'alphabétisation de femmes en milieu rural et ont formé des femmes dans l'entrepreneuriat ce qui a permis leur autonomisation économique.

Le PAM a facilité l'accès aux opportunités d'emploi pour les jeunes, y compris les jeunes réfugiés, et les élèves non scolarisés issus de ménages vulnérables, à travers des formations professionnelles dans le domaine du transport et de l'entreposage.

Appui à la digitalisation des douanes

Depuis 2012, la CNUCED a appuyé la Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects de Djibouti afin de doter le pays du Système d'Information Douanier Automatisé "SydoniaWorld", un logiciel développé par la CNUCED. Cet appui s'est traduit par une assistance technique via un expert basé au sein de la Direction Générale, et ce, au profit des opérateurs économiques de la place (transitaires, opérateurs des Zones Franches, importateurs et exportateurs). Ce logiciel aux applications mobiles et paiements en ligne a permis de dématérialiser à 100% la procédure de transit vers l'Ethiopie (zéro-papier), avec un système sécurisé accessible 24/7. De surcroît, il a ouvert la voie à l'adoption prochaine par les Administrations Douanières djiboutienne et éthiopienne du Document Administratif Unique - une seule et unique déclaration en douane - pour les marchandises qui traversent le couloir Djibouti-Ethiopie et, ainsi à la réduction des délais de dédouanement.



Résultats clés des Nations Unies Djibouti en 2021



34 %

des élèves du primaire (46 % des filles) ont bénéficié de kits scolaires, dont

4 975

enfants réfugiés et élèves de LEC



268

enseignantes ont amélioré leurs capacités en matière de gestion des écoles multigrades et des clubs de santé ainsi que de la gestion des risques de catastrophe



60

jeunes formés dans la chaîne d'approvisionnement, la gestion de l'inventaire et la manipulation des chariots élévateurs à la base logistique humanitaire du PAM et au port de Tadjourah



2 634

femmes alphabétisées



142

femmes autonomisées économiquement grâce aux formations dans l'entreprenariat



400

jeunes réfugiés et jeunes non-scolarisés entre 16-30 ans formés dans le secteur du transport et de la manutention des produits de base à la base logistique humanitaire



2.2 Santé, Nutrition, Eau et Assainissement

Etant donnée la priorité du ministère de Santé de réduire la mortalité maternelle et néonatale en ligne avec les cibles des ODD, l'OMS, le FNUAP, l'UNICEF, l'OIM, l'UNHCR et l'ONUSIDA ont appuyé de manière conjointe l'élaboration de la première stratégie nationale d'accélération de la réduction de la mortalité maternelle et néonatale. Le processus consultatif a rassemblé les principales sections, antennes, OSC et institutions publiques à Djibouti axées sur la santé de la mère et l'enfant et a été un exemple d'approche intersectorielle et inclusive. La stratégie vise la forte réduction de la mortalité maternelle à 180 pour 100 000 naissances et celle de la mortalité néonatale à 15 pour 1000 naissances vivantes en 2026. Les innovations de la stratégie concernent le ciblage des populations les plus vulnérables et l'inclusion de la santé reproductive

et sexuelle au cœur de la stratégie. Le document est à la base de la formulation d'un plan d'action budgétisé qui sera présenté au Conseil des Ministres en 2022 pour validation.

La réponse interagence à la Covid-19 a continué de soutenir les institutions de santé avec un accent sur la vaccination, grâce au rôle joué par l'UNICEF et l'OMS pour le transport et la distribution des vaccins Covax, et le PAM pour leur stockage. OIM a mis en place des campagnes de sensibilisation et d'appui à la vaccination à Djibouti-ville et dans les régions. Plus de 100 000 personnes ont été vaccinées au cours de 2021. Le SNU a également fourni une assistance pour l'acheminement des tests PCR et antigénique, les équipements d'oxygénothérapie, la mise en place des protocoles sanitaires et de la





chaîne froide pour stocker et transporter les vaccins. La crise de la Covid-19 a montré l'importance d'une refonte du système de santé et du Plan National de Développement Sanitaire (PNDS). L'OMS a mobilisé son expertise pour les normes et standards dans la gestion de la pandémie et de la lutte antivectorielle. En parallèle, l'UNICEF a continué le programme élargi de vaccination traditionnelle, en particulier contre la poliomyélite et la rougeole. Le FNUAP a apporté son expertise pour la campagne contre les cancers du col de l'utérus et des seins, et la sensibilisation par rapport aux méthodes modernes de planification familiale.

L'UNOPS a soutenu l'IGAD dans la coordination régionale de la Covid-19 à travers le programme régional pour les régions frontalières et a ciblé le personnel de santé, migrants, réfugiés, les douanes et les groupes vulnérables. Le programme a établi des centres de quarantaine et a assuré l'approvisionnement en équipement de protection personnelle (en anglais – PPE) et de tests Covid. La vaccination des chauffeurs de camions qui transitent par le couloir logistique Djibouti-Ethiopie a permis la mitigation contre la propagation du virus.

L'ONUSIDA a fourni une assistance technique pour la mise en œuvre du plan commun sur le VIH SIDA, en partenariat avec les différents partenaires techniques et financiers, afin de pérenniser la riposte au VIH. En étroite coordination avec l'OMS, l'ONUSIDA a formé les médecins référents sur la prise en charge médicale du VIH et a développé la stratégie nationale de prévention combinée qui repose sur la prévention comportementale, biomédicale et structurelle. Grâce aux ressources du Fonds Mondial, les personnes vivants avec le VIH Sida et les personnes avec symptômes de tuberculose ont reçu les services de dépistage et de traitement à temps. L'ONUSIDA a renforcé les actions de prévention auprès des catégories de personnes à risque dans les centres de dépistage volontaire.

Dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, l'UNICEF a appuyé l'analyse de la situation du secteur en milieu urbain afin d'identifier les goulots



d'étranglement et les contraintes majeures liées à la couverture tout au long du processus de prestation des services, aux changements de comportements des enfants et à l'engagement communautaire. L'UNICEF a également appuyé la Direction de l'Hydraulique Rurale dans l'élaboration des documents stratégiques comme les normes et standards pour la construction des infrastructures d'eau et d'assainissement. Grâce au plaidoyer conjoint par l'UNICEF, la BM, le PAM et l'UE, l'instance de coordination multisectorielle pour la lutte contre la malnutrition a été mise en place.

Le PAM a continué son action dans le domaine de la prévention de la malnutrition aiguë et du retard de croissance, ainsi que son assistance aux personnes vivant avec le VIH et la tuberculose. En milieu rural, il a continué à soutenir un réseau de mères conseillères organisant des séances de sensibilisation aux femmes enceintes et allaitantes sur la nutrition et les pratiques essentielles telles que l'allaitement et la vaccination.

Résultats clés des Nations Unies Djibouti en 2021



878 337

équipements de protection personnelle (PPE) contre la Covid et plus de



200 000

tests de diagnostic rapides ont été achetés



1 646

enfants réfugiés âgés de 6 à 59 mois et

672

femmes enceintes et allaitantes ont reçu une assistance pour la prévention de la malnutrition aiguë et du retard de croissance



6 025

personnes ont été contactées par le réseau de jeunes filles pairs éducatrices sur les thématiques de santé sexuelle et reproductive à travers des actions de porte-à-porte



10 871

nouvelles utilisatrices des méthodes modernes de planification familiale



15 317

enfants de moins de 5 ans souffrant de diarrhée ont été traités avec des Sels de Réhydratation Orale et du zinc



19 146

enfants ont été vaccinés contre la rougeole et la poliomyélite



1 808

personnes vivant avec VIH Sida ont reçu le traitement antirétroviral



6 952

femmes enceintes ont bénéficié du test de dépistage VIH, **100%**

des femmes testées séropositives ont été mises sous traitement antirétroviral durant leur grossesse



51 253

cas de paludisme ont été confirmés dont **98 %** a été mis sous traitement



148 228

Djiboutiens ont été protégés contre le palu à travers la pulvérisation intra-domiciliaire (PID) avec l'appui du Fonds Mondial et l'OMS



1 775

personnes ont été diagnostiquées porteuses de la tuberculose dont

100 %

des patients ont été pris en charge dans les structures sanitaires avec un taux de guérison de

82%



Reconstruire en mieux dans l'ère post-covid

La pandémie de la Covid-19 a mis en relief la nécessité d'adapter les économies, de renforcer leur résilience face aux chocs et de saisir l'élan comme une opportunité pour reconstruire en mieux pour un développement plus durable pour les populations et la planète. Sous le leadership technique du PNUD en qualité d'intégrateur de développement, les Nations Unies ont étroitement accompagné la définition de nouvelles priorités nationales et l'élaboration du Plan national de développement (PND) Djibouti ICI – Inclusion, Connectivité, Institutions, budgétisé pour une valeur de 2 482 531 millions DJF (soit environ 13.9 milliards USD). Ce plan met en relief les priorités clés des efforts nationaux, notamment par rapport à l'intersectorialité, diversification économique, la promotion de l'entrepreneuriat, l'environnement, le numérique et la décentralisation. La planification stratégique a été accompagnée de la mise en place d'un Cadre de Résultats comportant les cibles et les indicateurs des ODD afin de mesurer les progrès de développement. Par souci d'accompagner le renforcement des acteurs non-étatiques, et ceux du secteur privé dans la mise en œuvre du PND, le PNUD a contribué à l'adoption de plusieurs

outils clés comme les opportunités d'investissement (« investor maps ») identifiées dans huit secteurs prioritaires à fort impact de développement national, facilitant l'intégration économique régionale à travers des chaînes de valeur transfrontalières stimulant la paix et la stabilité de la région. Cela a permis au ministère des Finances sous le patronage du Premier ministre de définir 21 opportunités d'investissement.

Afin de relancer les activités économiques, plus particulièrement celles des populations jeunes et femmes, le portefeuille « Rising Djibouti » a été lancé par le PNUD en 2021, explorant l'entrepreneuriat social comme un nouvel outil en soutenant un large éventail de populations touchées par la crise. A cet effet, des discussions de groupe ont cartographié les défis socio-économiques dans les cinq régions de Djibouti à travers 22 sessions d'engagement communautaire. Contribuant à induire un changement de mentalité pour les entreprises sociales à Djibouti, 19 camps d'affaires locaux regroupant 659 participants ont été organisés. Cinq jeunes femmes ont été formées à la poterie.

2.3 Protection sociale et gouvernance

Au cœur de la réponse onusienne à la Covid-19, les Nations Unies, et en particulier le PAM et l'UNICEF ont continué à appuyer le renforcement du système de la protection sociale et de la protection des personnes vulnérables. Grâce à l'extension du programme de transferts « Programme National de Solidarité Famille » en milieu urbain, 78 880 ménages - soit 394 400 personnes dont 29 694 enfants – ont bénéficié des programmes sociaux. Le PAM a fourni une assistance alimentaire et nutritionnelle aux réfugiés et migrants en détresse, et a atteint 120 pour cent des réfugiés et demandeurs d'asile prévus, compte tenu du retour des réfugiés urbains aux villages de réfugiés à Ali Addeh, Holl Holl et Markazi et des migrants éthiopiens bloqués. Le PAM a finalisé une étude de profilage des réfugiés afin de cibler les personnes nécessiteuses en s'appuyant

sur le Proxy Means Test, permettant l'intégration de 800 ménages réfugiés et 200 ménages djiboutiens locaux dans le registre social national et les programmes de filets sociaux en 2022.

Djibouti est un point de passage important. Des milliers de migrants transitent par le pays afin de se rendre vers la Péninsule Arabique à la recherche de meilleures opportunités économiques. En 2021, l'OIM a aidé plus de 1 600 migrants au sein de son Centre d'Orientation et d'Assistance aux Migrant (COAM) à Obock en 2021 et a continué ses patrouilles mobiles qui sillonnent le couloir migratoire. Les migrants qui empruntent la « route de l'Est » font face au manque d'eau et de nourriture, souffrent des températures extrêmes et sont souvent exposés à différentes violations des droits humains. Afin de faciliter l'accès aux services de





santé le long de la route migratoire, l'OIM a réhabilité six structures de santé à Obock, Tadjourah, Dikhil et Djibouti-ville et a livré du matériel médical. Par ailleurs, 870 migrants, en majorité éthiopiens, ont pu rentrer dans leurs pays d'origine grâce à l'assistance fournie par l'OIM. Le PAM a répondu aux besoins alimentaires immédiats des migrants au COAM à Obock et aux ménages vivant avec le VIH. Ce dernier s'est accompagné d'une sensibilisation sur l'obtention d'une carte d'identité nationale et l'inscription au registre social national, qui a facilité leur enregistrement dans le registre social pour accéder aux programmes nationaux de protection sociale en fonction de leur niveau de pauvreté, plutôt que de leur état de santé. En 2021, le PAM a travaillé conjointement avec le ministère des Affaires Sociales et des Solidarités, le ministère de la Santé et l'ONUSIDA pour réaliser la première évaluation sur la sécurité alimentaire, le statut nutritionnel et socio-économique des personnes vivant avec le VIH afin d'aider à comprendre leurs conditions de vie et leur vulnérabilité et à ajuster les programmes en conséquence.

Le soutien des Nations Unies à la gouvernance s'est focalisé sur le secteur de la justice et la gouvernance locale. Afin de renforcer l'accès de tous à la justice, le PNUD a appuyé le ministère de la Justice et organisé avec la juridiction pour les affaires personnelles deux sessions de justice mobile dans le nord du pays. 34 affaires ont été instruites, dont 16 ont abouti à une décision finale du tribunal. Une grande majorité des cas ont été initiée par des femmes pour résoudre des litiges conjugaux. En partenariat avec Expertise France, le PNUD a soutenu l'Ecole Nationale d'Etude Judiciaires, notamment à travers le développement et l'exécution d'un programme d'études pour la formation initiale des auditeurs de justice et des greffiers stagiaires. Des magistrats français ont été déployés pour participer à la formation de leurs homologues à Djibouti aux règles de déontologie, ainsi qu'au processus décisionnel civil et pénal. Les greffiers stagiaires ont également pu bénéficier



des enseignements dispensés par des experts internationaux. Dix-huit magistrats et neuf greffiers, sélectionnés sur concours, ont bénéficié de ces formations.

En complément, dans le cadre du Consortium International de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages et aux forêts (ICCWC), l'ONUSDC a mis en œuvre en 2021, en collaboration avec le ministère de l'Environnement et du développement durable, l'évaluation du Cadre d'Indicateurs de l'ICCWC. Cet outil servira de base de référence pour mesurer l'efficacité des réponses nationales dans l'application de la loi face à la criminalité liée aux espèces sauvages. Dans le domaine de la traite des personnes et trafic des migrants, l'ONUSDC a fourni à Djibouti une assistance législative et œuvré au renforcement des capacités.

Un programme de formation sur les techniques d'investigation a été intégré dans les académies de police, de gendarmerie et de garde-côtes, et une évaluation législative régionale couvrant les États d'Afrique de l'Est, dont Djibouti, a été publiée par l'ONUDDC en 2021.

En ce qui concerne la décentralisation, le PNUD a soutenu le processus d'élaboration participative et inclusive des Plans de développement régionaux afin d'assurer leur cohérence avec Djibouti ICI et le Cadre national de résultats, en collaboration avec le ministère de la Décentralisation et l'Expertise France. Le PNUD a formé dans les 5 régions 250 acteurs locaux provenant des Organisations de la société civile (OSC), des conseils régionaux et des services techniques déconcentrés en gouvernance locale et planification régionale. L'exercice a également permis aux autorités décentralisées dans les 5 régions de faire les premiers comptes rendus de mandat.

Par rapport à la protection des groupes vulnérables, le FNUAP a focalisé ses efforts sur la lutte contre la violence basée sur le genre (VBG) et la mutilation génitale féminine (MGF) à travers le réseau de relais communautaires, qui ont organisé des campagnes de porte à porte et des causeries. Trente professionnels des secteurs du social, de santé et de justice ont été formés sur la plateforme nationale du système d'information VBG. Le FNUAP et l'UNICEF ont continué leur programme communautaire avec les leaders religieux y compris les femmes religieuses « mourchidaat » et le ministère des Affaires musulmanes.

Après plusieurs années de travail fructueux, le pays s'est doté d'une politique nationale de l'enfant contenant un volet sur la protection de l'enfant. Les Nations Unies ont renforcé les capacités des acteurs communautaires et surtout des hommes en termes de normes sociales. L'appui de l'UNICEF a permis au gouvernement l'organisation des jugements supplétifs en 2020 et 2021 pour l'obtention des actes de naissance pour les enfants qui n'auraient pas pu l'obtenir. L'UNICEF a appuyé la mise en place d'une plateforme de protection de l'enfant et la formation de ses membres afin d'assurer la prise en charge holistique des enfants victimes de violence. La plateforme a été officialisée par décret présidentiel en juillet 2021.

Le Gouvernement djiboutien a lancé sa première stratégie nationale pour les migrations en septembre 2021, élaborée avec l'appui de l'OIM. Cette stratégie établit les priorités du pays en matière de politique migratoire et détaille les actions pour une bonne gestion des migrations. La mise en œuvre de la stratégie se fera principalement par le biais du bureau national de coordination de la migration, inauguré en juillet 2021 avec le soutien du réseau des Nations Unies sur les migrations qui réunit les principales agences onusiennes.





La mise en œuvre du Cadre de l'action globale pour les réfugiés à Djibouti

Le HCR a continué son appui aux réfugiés installés dans les 3 villages de Ali Addeh, Holl Holl et Markazi, qui viennent principalement de la Somalie (45%), d'Éthiopie (35%), du Yémen (16%) et de l'Érythrée (3%) et qui représentent un peu plus de trois pour cent de la population totale à Djibouti. Le nombre total des réfugiés et demandeurs d'asile s'élève à 34 703 à la fin 2021, dont 70 % est femme/enfant et 20% vit en zone urbaine.

Depuis des décennies, Djibouti maintient une tradition d'accueil et une politique de portes ouvertes à l'égard des réfugiés. Djibouti a été un des premiers pays à adopter le Cadre de l'action globale pour les réfugiés en décembre 2016. Grâce à l'appui de l'ONARS et HCR avec ses partenaires de mise en œuvre, l'accès des réfugiés aux infrastructures et services sociaux de base a été amélioré.

En 2021, 4776 élèves ont été inscrits aux écoles dans les villages de réfugiés et 27 réfugiés ont été admis au bac. Un accent particulier a été mis sur l'insertion économique des réfugiés à travers des formations. 210 jeunes réfugiés et demandeurs d'asile ont été formés à l'entrepreneuriat et compétences de vie et 105 jeunes ont montés des micro-projets à Djibouti Ville et à Obock. En partenariat avec le PAM, 20 réfugiés ont bénéficié d'une formation en logistique. L'inscription des réfugiés au système national d'assurance maladie n'a pas encore commencé mais est prévue par la loi et sera facilitée par le PAM et le Ministère des Affaires Sociales et des Solidarités en 2022, pour environ 11 000 réfugiés. Les coûts des soins de santé des réfugiés dans le système de santé financé par l'État sont actuellement couverts par le HCR et le ministère de la Santé.



Ne laissez pas de côté les personnes handicapées

En appui à l'Agence Nationale des Personnes Handicapées (ANPH), le PNUD a mobilisé son expertise afin de contribuer à l'élaboration de la Stratégie Nationale du Handicap pour promouvoir et protéger les droits des personnes handicapées, ainsi que de son plan d'action budgétisé. Elle se repose sur une enquête auprès de 10 000 ménages qui a déterminé un taux de prévalence de handicap de 8,4 %. Conforme

à la Convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées, la stratégie holistique sur la période 2021-2025 se focalise sur les besoins prioritaires, en raison d'offre des services notamment dans le domaine de l'éducation et la santé, d'accès aux institutions de services publics, de la gouvernance de la question du handicap ainsi que d'accès à l'emploi et à l'autonomisation des personnes handicapées.



Résultats clés des Nations Unies Djibouti en 2021



108 400

personnes ont reçu une aide alimentaire du PAM (directe ou bon d'achats), dont

47 %

de femmes



Presqu'
un million

de tonnes métriques de vivres ont été acheminés par le couloir humanitaire depuis Djibouti jusqu'aux pays d'Afrique de l'Est, soit une augmentation de

150%

par rapport à 2020



21 727

réfugiés et migrants ont reçu une assistance alimentaire générale et nutritionnelle



500

enfants des rues ont bénéficié de services de protection de l'enfant, dont

386

enfants en mouvement ont bénéficié de réunification familiale



7 214

enfants et

1 114

nouveaux nés ont obtenu leurs actes de naissances grâce aux jugements supplétifs



1 075

cas de VBG pris en charge par les services de santé et de justice dont

93

enfants victimes pris en charge par les assistants sociaux



59

relais communautaires ont été formés sur la référence des cas VBG et MGF vers les structures de prise en charge



76 486

adolescentes formées sur la lutte contre les MGF, l'abandon scolaire et les pratiques sociales essentielles



6 301

migrants assistés en eau et vivres à travers les patrouilles mobiles



953

migrants ont reçu une assistance médicale

2.4 Résilience et Développement Régional

Dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques, quatre agences appuient les différents ministères, notamment ceux de l'agriculture et de l'environnement. En 2021, le FIDA a continué son appui à l'amélioration de l'accès des ménages ruraux aux eaux de surface dans la région de Tadjourah afin d'en assurer une disponibilité plus pérenne pour couvrir les besoins de base. Afin de renforcer la résilience des populations aux changements climatiques, les activités du programme ont concerné, entre autres, l'élargissement du maillage des ouvrages hydrauliques et la régénération du couvert végétal, avec co-financement du PAM. Ainsi, 80 hectares

de mangroves ont été réhabilités, permettant aux stocks de poissons de se régénérer, assurant les sources de revenus aux pêcheurs. De surcroît, le PNUE a mobilisé les ressources pour consolider les acquis de la première phase de son projet d'adaptation des écosystèmes aux changements climatiques, notamment pour la restauration des mangroves, la couverture végétale et les infrastructures communautaires de conservation d'eaux de surface. En partenariat avec la FAO, le PAM a appuyé l'édification des clôtures contre les inondations et la réhabilitation des jardins endommagés par les inondations, ce dont 1 300 agriculteurs ont bénéficié.





La FAO a ciblé ses interventions sur la sécurité alimentaire en appui aux agro-éleveurs qui ont bénéficié de la réhabilitation de cultures et de production agricoles, de formations techniques et professionnelles, d'équipements de kits d'irrigation goutte-à-goutte, d'outils, des semences légumières et fourragères, de serres pépinières pour les arbres fruitiers avec filet anti-chaueur et d'infrastructures hydrauliques pour les communautés vulnérables. Plus de 12 500 personnes ont amélioré leur sécurité alimentaire par l'ajout de 748 ménages de petits exploitants agricoles aux programmes de la FAO. Afin de renforcer le système de surveillance et de préparation contre l'invasion des criquets pèlerins, la FAO a mobilisé son expertise, fourni des équipements indispensables pour la lutte antiacridienne et appuyé les agro-éleveurs qui ont perdu leurs pâturages et animaux en 2021.

Grâce au Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le PNUD a appuyé le ministère de l'Environnement et du Développement durable à élaborer un plan quinquennal de protection de l'environnement et à finaliser les décrets d'application sur la préservation de la biodiversité. Le PNUD a également soutenu la mise en place d'écogardes pour sensibiliser la population sur les aires marines protégées, avec des formations sur l'utilisation des nouvelles technologies et équipements (radars, GPS, drones) dédiées à la surveillance du milieu marin. En appui au comité national sur les changements climatiques, le PNUD a sensibilisé et formé 150 acteurs dans les cinq régions sur les Conventions de Rio.

A travers le programme de petites subventions du FEM, le rôle des OSC a été mis en valeur et 21 projets ont été financés pour la mise en œuvre de solutions locales pour réduire et s'adapter aux changements climatiques, protéger la biodiversité et gérer les déchets avec des interventions telles que le nettoyage des plages côtières, la construction de



réservoirs ou puits, l'installation de kits solaires, le reboisement des arbres et la réhabilitation de périmètres agricoles existants. De surcroît, 76 OSC ont été formées en montage de projets et en matière d'engagement civique.

L'OIM, en coordination avec la FAO, a mené diverses activités visant à améliorer les conditions économiques, sociales et environnementales des migrants et des populations djiboutiennes d'accueil, à travers une aide financière tout en contribuant au reboisement des espaces et à la mise en place de parcelles de cultures fourragères ainsi que d'activités génératrices de revenus ciblant les plus vulnérables (création de petits commerces et de coopératives agricoles/avicoles).

Résultats clés des Nations Unies Djibouti en 2021



40 500

personnes ont obtenu un accès à l'eau en milieu rural par la réhabilitation et construction d'infrastructures hydrauliques



9 000

personnes ont bénéficié de formations techniques et professionnelles en plantation d'arbres fourragers, compostières pour la fertilisation des sols et de la distribution des semences légumières et fourragères



5 000

acteurs de la pêche ont participé au Système de cogestion des ressources marines côtières.



76

Organisations de la Société Civile formées en montage de projet et en matière d'engagement civique

Soutien à l'intégration régionale

Les Nations Unies appuient le Secrétariat Exécutif de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (en anglais – IGAD) à Djibouti dans ses différentes composantes, notamment à travers le FENU (Fonds d'Équipement des Nations Unies – UNCDF en anglais) et l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDD) qui ont mis à disposition des experts au sein du Secrétariat et des programmes de l'IGAD. Le FENU soutient le diagnostic dans les pays IGAD sur les transferts d'argent liés principalement aux pensions, assurances, épargnes, crédit et paiements, avec le but d'harmoniser les politiques, le cadre législatif et réglementaire, l'infrastructure d'appui et de renforcer les capacités des structures formelles pour des versements accessibles et abordables au service des migrants. Les transferts d'argent constituent une partie importante dans le PIB des pays IGAD et l'harmonisation réduira de manière significative les coûts pour les opérateurs et les utilisateurs. Depuis février 2021, l'Organisation maritime internationale (OMI) et l'ONUDD collaborent avec l'IGAD pour mettre en œuvre un programme régional sur la

sécurité maritime dans la région de la mer Rouge. La phase de lancement a donné lieu à des évaluations des capacités et des besoins de chaque pays bénéficiaire, dont Djibouti, sur la base desquelles un plan de travail a été élaboré pour les trois prochaines années. Par ailleurs, dans le cadre du Consortium International de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages et aux forêts, l'ONUDD a déployé un expert pour soutenir l'opérationnalisation du Secrétariat du Réseau d'application de la loi sur la faune de la Corne de l'Afrique (HAWEN) siégeant au sein de la Division Environnement de l'IGAD à Djibouti. Ce Réseau vise à consolider la coopération régionale, la gouvernance et le renforcement des capacités afin de prévenir et lutter contre la criminalité liée aux espèces sauvages dans la région.

De surcroît, le UN Office for Project Services (UNOPS) et le Bureau International de Travail (BIT) ont établi un partenariat étroit avec l'IGAD à travers des projets pour la région. UNOPS appuie la réponse Covid-19 et le BIT la migration de la main d'œuvre dans les pays IGAD.

**47 000**

agro-éleveurs ont bénéficié de la réhabilitation de 212 hectares de cultures et de productions agricoles

**2 400**

éleveurs ont bénéficié de la distribution de

240

tonnes métriques d'aliments pour animaux à la suite aux pertes de pâturages causés par les sécheresses, les inondations et les infestations de criquets pèlerins

**56 970**

éleveurs ont bénéficié de soins de santé animale à

284 860

têtes d'élevage

**130**

cadres régionaux et agro-éleveurs formés en épidémiologie et surveillance des maladies animales







III. TRAVAIL CONJOINT DES NATIONS UNIES EN APPUI AUX ODD

En réponse à la pandémie de COVID-19 et à ses effets néfastes sur les plans économique et social et sur les progrès vers l'atteinte des ODD, l'Equipe-pays a lancé deux projets conjoints : (i) la réponse à l'impact sur les plus vulnérables, un projet mis en œuvre par le PNUD et la FAO et financé par le Fonds global d'appui à la lutte contre la Covid-19 qui a formé 400 petits exploitants agricoles de 16 coopératives agricoles et fourni des semences potagères et fourragères, et (ii) l'appui au financement des Objectifs de Développement Durable à Djibouti, appuyé par le Fonds global « ODD ». Ce dernier projet conjoint entre trois agences des Nations Unies (PNUD, UNICEF et PAM) a pour objectif d'évaluer les besoins sociaux les plus criants, de sorte à financer les ODD prioritaires, faisant partie du nouveau Plan National de Développement (PND) « Djibouti-ICI » 2020-2024. En partenariat avec l'Institut Afristat, une étude a été menée en 2021 par l'ONU pour diagnostiquer le cadre institutionnel et hiérarchiser les cibles et les indicateurs des ODD. Tout en soulignant d'importantes lacunes dans les données sur les ODD, les résultats ont directement soutenu l'alignement du nouveau PND sur l'Agenda 2030 et même l'Agenda 2063 de l'Union Africaine, conformément aux objectifs et aux indicateurs convenus par le gouvernement. Un partenariat a également été conclu avec le Centre International pour le développement du Secteur Privé du PNUD à Istanbul afin d'élaborer les projets d'investissements en ODD de Djibouti en tant qu'outil financier innovant. Cette carte (« investor maps ») sert de guide et consiste en des informations détaillées sur les investissements dans 21 domaines d'opportunité identifiés dans huit secteurs prioritaires. L'élaboration du Cadre de Financement National Intégré et le calcul du coût des ODD à

travers l'expertise de haut niveau a guidé l'équipe d'experts du ministère des Finances au cours du processus global. Le dialogue sur le financement des ODD ouvrira une alliance possible avec divers partenaires des secteurs public et privé ainsi qu'avec la société civile. Le PND avec son Cadre de Résultats et le Cadre National de Financement Intégré faciliteront l'analyse de l'espace budgétaire pour les ODD, ce qui informera la nouvelle stratégie nationale de protection sociale. Dans l'esprit de « one UN » dix agences appuient le processus d'élaboration du rapport national volontaire ODD avec un fonds commun, sous la coordination du Coordonnateur résident.

Dans le domaine de la santé, l'OMS, l'UNICEF, le PNUD, le FNUAP et l'OIM se sont complétés dans le but de soutenir la gestion sanitaire par le ministère de la Santé de la pandémie COVID-19, y compris dans les domaines de la prévention et vaccination.

Sur le plan de l'efficience, les Nations Unies ont réalisé une étude approfondie autour de la mutualisation des services opérationnels à Djibouti ville. Cette étude permettra au SNU d'économiser environ 500 000 USD de coûts opérationnels en 2021/2022, dont l'essentiel proviendrait de la mutualisation des services d'achat et la colocalisation des agences. A cet effet, à partir de 2021, quatre des neuf agences résidentes et le Bureau du Coordonnateur résident partagent les locaux dans un même immeuble de la capitale de Djibouti, alors que dans les régions, les agences sont colocalisées dans des bureaux de terrain. Aussi, des améliorations conséquentes en matière de qualité de services ont été observées au niveau de l'administration, de la sécurité et des nouvelles technologies.





IV. APERÇU FINANCIER



L'ONU Djibouti a reçu

58,9 millions USD
en 2021



L'ONU a décaissé

51,0 millions USD
en 2021 avec un taux de mise
en œuvre de **82,8 %**



Depuis 2018,
l'ONU a mobilisé

224,3 millions USD

Décaissements de l'ONU à Djibouti en 2021

AGENCE	RESSOURCES DEPENSÉES (EN USD)
PAM	12 491 000
PNUD	9 968 976
UNICEF	7 064 284
FAO	6 619 389
HCR	4 789 259
OMS	3 209 283
UNOPS	2 532 627
OIM	2 529 031
FNUAP	1 146 083
BIT	281 136
UNESCO	172 136
ONUSIDA	140 500
ONUDC	64 613
BHCDH	37 746
	51 046 063



Décaissements par domaine thématique

THEMATIQUES	DÉCAISSEMENTS	% MISE EN OEUVRE
Santé, Nutrition, Eau/Assainissement	17 405 601	81,6%
Résilience	16 635 986	89,4%
Protection Groupes Vulnérables	4 215 763	85,4%
Emploi	3 801 385	68,6%
Protection Sociale	2 797 762	95,9%
Education et Employabilité	2 743 832	87,0%
Bonne Gouvernance	1 986 454	58,2%
Développement des Regions	1 459 280	82,1%
	51 046 063	82,8%



Donateurs aux Nations Unies Djibouti en 2021

DONATEURS AUX NATIONS UNIES DJIBOUTI	MONTANT (EN USD)
Union Européenne	21 383 199
Fonds spéciaux aux Nations Unies	13 954 399
Etats Unis d'Amérique	11 988 126
Danemark	2 495 180
Italie	1 815 441
Banque Mondiale	1 269 293
Allemagne	1 089 059
Japon	943 926
East Africa Community	906 117
France	888 598
Canada	697 760
Azerbaïdjan	395 833
GAVI	305 642
Djibouti	265 000
Suède	174 857
Comité UNICEF en France	160 286
Suisse	95 000
Université Colombia	70 000
Fondation Gates	38 333
Guinée-Bissau	1 678
	58 937 727

Contributions sur la période 2018-2021







V. ACTIVITÉS CLÉS DES NATIONS UNIES DJIBOUTI PRÉVUES EN 2022

L'année 2022 marquera la première année de l'extension du Cadre de Coopération entre le SNU et la République de Djibouti, qui a été harmonisé avec le Plan National de Développement « Djibouti ICI ». L'objectif principal de l'équipe des Nations Unies est d'accompagner les réformes proposées dans le Plan « Djibouti ICI », avec une inflexion particulière vers l'inclusivité du développement, la durabilité et la réduction des inégalités. L'accent sera donc mis sur les Personnes Laissées de Côté. Projet conjoint des agences de Nations Unies, l'appui à l'Examen Volontaire National de Djibouti sur l'état de mise en œuvre, de financement et de suivi des ODD sera au cœur de l'action onusienne en 2022. Ceci orientera les interventions des Nations Unies pour accélérer la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable. Le Système des Nations Unies appuiera également le Rapport de Djibouti au Forum International de la Migration qui fera état de la mise en œuvre du Compact Global pour une migration sûre, ordonnée et régulière.

Les Nations Unies accompagneront l'Institut de Statistiques et le Ministère de l'Economie et des Finances dans les préparatifs du premier Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) depuis 2009, programmé pour débuter le 1er janvier 2023. Cet exercice devrait faciliter une meilleure planification du développement et une actualisation déterminante des indicateurs sociaux et démographiques du pays.

La fin de la crise Covid-19 permettra la reprise de la coordination entre les partenaires techniques financiers et les secteurs gouvernementaux, un domaine d'appui que les Nations Unies souhaitent renforcer davantage. L'Equipe-pays s'investira aussi pour appuyer les Etats Généraux du secteur de la Santé et la revue du Plan National de Développement Sanitaire afin de renforcer le système de prévention, d'alerte et de réponse sanitaire.

Une analyse approfondie pour évaluer l'efficacité des Nations Unies en matière d'intégration de genre, à l'interne ainsi que dans la programmation, sera réalisée grâce à l'outil global et standardisé des Nations Unies, le Tableau de bord de l'égalité des sexes (« Gender Scorecard »). Avec l'appui de la France, une experte Genre sera déployée au bureau du Coordonnateur Résident en 2022 pour renforcer l'intégration du genre.

En vue des opportunités et défis qui se dégagent à l'horizon 2022, les Nations Unies réitèrent leur entière disposition à mobiliser les ressources financières et l'expertise de haut niveau afin d'accompagner le pays dans la matérialisation de la Vision 2035 et du Plan National de Développement. Fidèle à sa mission d'acteur multilatéral et impartial, le Système des Nations Unies continuera à œuvrer pour un développement véritablement durable, inclusif et solidaire.

ACRONYMES

AIEA Agence Internationale de l'Energie Atomique	OMI Organisation Maritime Internationale
ARV Antirétroviraux	OMS Organisation Mondiale de la Santé
BHCDH Bureau du Haut-Commissariat des Droits de l'Homme	ONARS Office Nationale de l'Assistance aux Réfugiés et Sinistrés
BIT Bureau International du Travail	ONUDC Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime
CEA Commission Économique pour l'Afrique	OSC Organisations de la Société Civile
COAM Centre d'Orientation et d'Assistance aux Migrants	PAM Programme Alimentaire Mondial
DJF Djibouti Franc	PID Pulvérisation Intra-Domestique
FAO Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture	PND Plan National de Développement
FEM Fonds pour l'Environnement Mondial	PNDS Plan National de Développement Sanitaire
FNUAP Fonds des Nations Unies pour la Population	PNUD Programme des Nations Unies pour le Développement
GPE Groupe des Partenaires locaux pour l'Éducation	PNUE Programme des Nations Unies pour l'Environnement
INSTAD Institut National de Statistiques à Djibouti	RGPH Recensement Général de la Population et de l'Habitat
IPC Integrated Food Security Phase Classification	SMART Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transition
LEC Learning Enhancement Centre	SNU Système des Nations Unies
MGF Mutilations Génitales Féminines	UNVIM United Nations Verification and Inspection Mission for Yemen
OACI Organisation de l'Aviation Civile Internationale	VNU Volontaire des Nations-Unies (En anglais, UNV: United Nations Volunteers)
ODD Objectifs du Développement Durable	VBG Violence Basée sur le Genre
OIM Organisation Internationale pour la Migration	



CRÉDITS

Production: Julie Pudlowski Consulting

Photographie: ©Alexander Bee ; ©FAO Djibouti

©FNUAP Djibouti ; ©Margot Quinty ;©Mezz Tower ;

©OIM Djibouti ; ©ONTD ; ©PNUD Djibouti ; ©PNUD/Sitani ;

©UNICEF/Noorani ; ©WFP Djibouti ;

© 2022 Nations Unies Djibouti

DJIBOUTI



NATIONS UNIES DJIBOUTI



8^{ème} étage, Tour Mezz, Route de Venise,
Djibouti, République de Djibouti

Email : un_rco_dj@one.un.org

Téléphone : +253 21351361

 <https://djibouti.un.org/fr>

 @UNDjibouti

 @NationsUniesDjibouti